

MOUVEMENT 20  
SOCIAUX AFRICAIN 22

**BARAZA**

**POUVOIR  
DU PEUPLE**

Réimaginer l'avenir -  
Organiser pour la transformation.

CONVENING REPORT

— 2022 —

## Table des matières

1. Sommaire exécutif	2
2. Le moment politique mondial	3
3. Expériences, impératifs et provocations du mouvement social africain	5
4. 'Qu'est-ce qui doit s'élever? ': Réinventer l'avenir à travers des alternatives radicales	8
4.1. Énergie, climat et transition juste	8
4.2. L'économie mondiale et la justice économique pour l'Afrique	10
4.3. Politique et démocratie	12
5. Conclusion : Recommandations pour les mouvements s'organisant pour la transformation	14
6. Annexes	18
6.1. Annexe 1 : Renseignements sur le participant	18
6.2. Annexe 2 : Liste des mouvements et organisations représentés	19

## 1. Sommaire exécutif

*“[Notre intention est] de susciter et de maintenir la flamme d'inspiration, d'initier une transformation centrée sur les personnes, de reprendre les mots puissants que nous avons abandonnés, [et] de nous réapproprier les traditions de lutte que nous avons perdues. Nous sommes ici pour nous souvenir des traditions de la lutte pour la justice. Nous sommes ici pour cultiver le courage moral, la conviction civique et l'action collective. Nous sommes ici pour déclarer qu'un autre monde est possible.” – Briggs Bomba*

La deuxième édition du forum Baraza des mouvements sociaux africains, initié par TrustAfrica, avec à ses côtés le Centre for African Philanthropy and Social Investment (CAPSI) et le Wallace Global Fund, a eu lieu du 12 au 14 Octobre 2022 à Johannesburg, en Afrique du Sud. Le thème portait sur Pouvoir populaire : Réimaginer l'avenir - Organiser pour la transformation. Les leaders des mouvements sociaux, et leurs partenaires bailleurs de fonds, des artistes et des universitaires ont partagé leurs différentes analyses de ce moment historique et ses implications pour une organisation progressive à travers le continent. Ensemble, ils ont exploré les alternatives qui font progresser la transformation du paysage actuel, parallèlement à l'organisation de pratiques ancrées dans la solidarité internationale qui approfondiront les efforts centrés sur les personnes pour réaliser un monde plus juste.

Les autres objectifs du Baraza étaient :

1. Créer un espace pour le partage d'expériences intergénérationnelles et l'apprentissage mutuel entre leaders des mouvements;
2. Faciliter un espace de conversation entre les leaders des mouvements et les partenaires financiers, pour explorer les défis et les opportunités dans cette relation, en vue de renseigner la façon dont le financement pourrait soutenir plus efficacement la construction et l'organisation des mouvements;

1. Offrir une occasion d'échanges de compétences essentielles entre les leaders des mouvements et explorer les moyens d'élaborer des cadres durables pour améliorer les compétences et la formation politique;

2. Élaborer des stratégies collectives concernant le développement d'un cadre panafricain de soutien aux mouvements sociaux visant à renforcer l'organisation, le réseautage, la solidarité et les campagnes conjointes.

S'appuyant sur le premier Baraza du Mouvement social africain, tenu en février 2018, l'édition de Johannesburg a cherché à transcender la fragmentation dans les mouvements sociaux progressistes et à cultiver des formes d'actions collectives qui approfondissent la solidarité et la collaboration entre les mouvements.

Ce rapport fournit un résumé des délibérations et des recommandations d'actions du deuxième Baraza.



## 2. Le contexte politique mondial

Les mouvements sociaux africains naviguent dans une série de contradictions, de contestations et de reconfigurations mondiales du pouvoir. C'est ce qui a dicté les stratégies et les priorités du Baraza. Le contexte actuel est marqué par des répressions, une surveillance accrue, l'impact de la pandémie de la COVID-19, l'aggravation des inégalités, la diminution de la capacité de gouvernance et la mainmise des élites sur l'État et les programmes progressistes.

Les différents échanges introductifs du Baraza ont décrit le contexte historique actuel comme le plus critique de l'histoire récente. Ils ont aussi mentionné le fait que le statu quo était intenable et que l'ordre mondial néolibéral était en crise fondamentale. Le discours liminaire de Mazibuko Jara d'Amandla est venu renforcer ce sentiment largement partagé. En se focalisant sur l'Afrique du Sud comme un microcosme, il a pu décrire un monde inégalitaire, instable et insoutenable. Des détournement par l'élite et par l'armée aux soulèvements populaires, en passant par la mainmise de l'État à la crise climatique et à l'enracinement des économies extractivistes axées sur les exportations, le besoin de changements de paradigme dans toutes les facettes de l'organisation progressiste ne pourrait être plus urgent.

*“Vous ne pouvez pas effectuer un changement fondamental sans une certaine folie. Le cas échéant, on interroge le non-conformisme, le courage de tourner le dos aux vieilles formules et le courage d'inventer l'avenir. Il a fallu des fous d'hier pour que nous puissions agir avec une extrême clarté aujourd'hui. Je veux être de ces fous. Nous devons oser inventer l'avenir” – Thomas Sankara*

Inspirés par les paroles de Thomas Sankara, les leaders des Mouvements sociaux et leurs alliés ont été encouragés à dépasser le statu quo et à oser inventer l'avenir. L'invite à « oser » a résonné tout au long de la réunion, car les participants ont été encouragés à :

1. Oser se réunir pour façonner un avenir émergent;
2. Oser approfondir notre compréhension de l'histoire pour « conserver notre pouvoir analytique et notre flamme révolutionnaire »;
3. Oser abandonner les paradigmes économiques et de développement dominants, qui marginalisent l'Afrique et ses peuples;
4. Oser transformer les relations de pouvoir et renégocier la position de l'Afrique dans le monde;



1. Lebohlang Liepollo Pheko. *Wellbeing Economics as a Tool for Radical Redistribution for African Countries*, discours liminaire. African Social Movements Baraza, 13 octobre 2022.

1. Osez reconnaître les blessures et les traumatismes de ce moment présent, et vous connecter aux formes de soutien et de pouvoir du peuple, qui nous guérissent et nous libèrent ;
2. Oser tenir d'autres discours sur la décolonisation de la philanthropie, de l'aide et de la richesse pour faire progresser la justice sociale sur le continent ;
3. Oser aller au-delà des réformes tripataouillées, pour réaliser une transformation systémique et structurelle. Notant que « c'est la décennie la plus conséquente pour le continent » dans le contexte de l'urgence climatique, les mouvements organisés ont été présentés comme une force alternative pour démanteler les systèmes défaillants et réimaginer des systèmes justes qui placent les gens et la planète au-dessus des profits. Les mouvements sociaux africains ont été encouragés à mener la transformation mondiale, soutenus par le secteur philanthropique qui agit en solidarité avec les mouvements en les finançant de manière juste, abondante et à grande échelle. Les mouvements sociaux progressistes ont, aux côtés des populations africaines sur le continent et au-delà, tiré des leçons douloureuses au cours de ces 60 dernières années. Ces leçons sont les suivantes :
  1. L'échec des gouvernements post-coloniaux à répondre aux exigences du moment de l'indépendance.

1. Les soulèvements populaires nous ont appris que le changement des dirigeants politiques en place ne répond pas suffisamment à la dynamique systémique qui perpétue la violence, l'injustice et l'inégalité.
2. L'impact de l'accaparement des ressources, des programmes d'ajustement structurel et des pactes d'élite a révélé l'interaction des intérêts impériaux et d'élite et a étouffé la démocratie et la réalisation de la souveraineté sur le continent.
3. Les dangers du rôle dominant des institutions financières et de haute technologie qui font souvent progresser la financiarisation, sans créer de richesse collective.

4. Les limites de la démocratisation permettent des ententes basées sur les intérêts entre élites pour entraver la résolution des problèmes politiques et socio-économiques.
5. L'accaparement des politiques transformatrices par les ONG remplace le pouvoir collectif et le renforcement des organismes, des individus et des communautés ; et
6. La réalité est que les États, dans leur configuration actuelle, ne transformeront pas l'architecture fondamentale de l'économie mondiale. L'une des provocations sur les notes autocollantes posait une question au Collectif : "Devons-nous commencer à penser post-état ?". Certaines des



2. Ellen Dorsey. Mot de bienvenue : Second African Social Movements Baraza, 12 octobre 2022.

3. Un terme relativement nouveau qui explique largement le processus par lequel les intermédiaires et les technologies financières ont acquis une influence sans précédent sur notre vie quotidienne. La définition la plus citée la décrit comme « le rôle croissant des motivations financières, des marchés financiers, des acteurs financiers et des institutions financières dans les opérations des économies nationales et internationales ». Cité dans Sophie Efangé & Jessica Woodroffe. *Audacity to Disrupt: An Introduction to Feminist Macro-Level Economics*. African Feminist Macroeconomic Academy. The African Women's Development and Communication Network (FEMNET) and Gender and Development Network.

réflexions issues du Baraza ont noté que certaines contradictions du moment ne peuvent être transformées que via l'organisation des mouvements sociaux à travers le continent. La compréhension collective du moment politique s'étant cristallisée, la nécessité de renforcer le pouvoir du peuple en cultivant un "plus grand nous" a été encouragée.

Comme l'a noté Queer Republic :

Comment apprendre à faire en sorte que les mouvements sociaux cessent de se rétrécir et deviennent un vaste espace dans lequel nous pouvons tous nous organiser et prospérer ?

Les lectures du moment politique mondial se sont conclues par une invitation à examiner la relation des mouvements au pouvoir politique, dans le contexte de l'écocide et de la crise climatique actuelle. Les mouvements sociaux africains ont été encouragés à ré-examiner le potentiel de transformation du pouvoir politique pour faire progresser les programmes progressistes sur le continent. De manière critique, la définition du politique a été élargie pour inclure la pensée féministe qui politise tous les aspects de notre existence. En cultivant une conscience radicale qui voit la politique partout, et en tout, les mouvements sociaux africains sont mieux équipés pour voir les interconnexions entre les différents mouvements et pour redéfinir les paradigmes dominants de notre époque.

### 3. Expériences, impératifs et provocations du mouvement social africain (click here for video)

*“Les mouvements sont beaucoup plus comme des vagues que comme des interrupteurs de lumière. Les vagues coulent et coulent, mais elles sont perpétuelles, leur point de départ inconnu, leur point d'arrivée indéterminé, leur direction dépend des conditions qui les entourent et des barrières qui les obstruent. On hérite des mouvements. Nous nous y engageons encore et encore, même lorsqu'ils brisent nos cœurs, parce qu'ils sont essentiels à notre survie.” – Alicia Garza*

**L'invitation à réinventer l'avenir passe par un appel à une organisation des mouvements sociaux africains pour la transformation sociale.** Nous devons résister aux luttes ponctuelles car les causes structurelles de nombreuses luttes sociales sont partagées. Comme l'affirme Shaera Kalla, #FeesMustFall est lié au massacre de Marikana, à la perte du référendum au Chili, au lien entre l'État et les entreprises et à la crise climatique dans le delta du Niger et en Amazonie, à la construction de mouvements pour les droits du travail et la protection sociale, à la guerre contre les ressources, à la violence sexiste et au féminicide, et au contexte dominant de l'écocide. L'intersectionnalité, en tant que théorie du pouvoir et de l'oppression, nous rappelle de

les matrices imbriquées de l'oppression dans notre compréhension des questions sociales et dans notre solidarité matérielle les unes avec les autres. Réimaginer la façon dont nous nous organisons exige que nous résistions à la tentation d'idéaliser les mouvements. Les mouvements sont désordonnés et le travail sur les mouvements est difficile. Nous devons nous attaquer aux structures profondes de l'inégalité et de la violence dans notre organisation, aux formes de cooptation et de complicité ancrées dans les mouvements, et aux façons très profondes dont les mouvements ont tendance à se défaire. Fondamentalement, les mouvements sociaux africains doivent naviguer dans la crise de la gauche et les

4. Alicia Garza (2020) *The Purpose of Power: How We Come Together when We Fall Apart*. One World: New York, p.18.

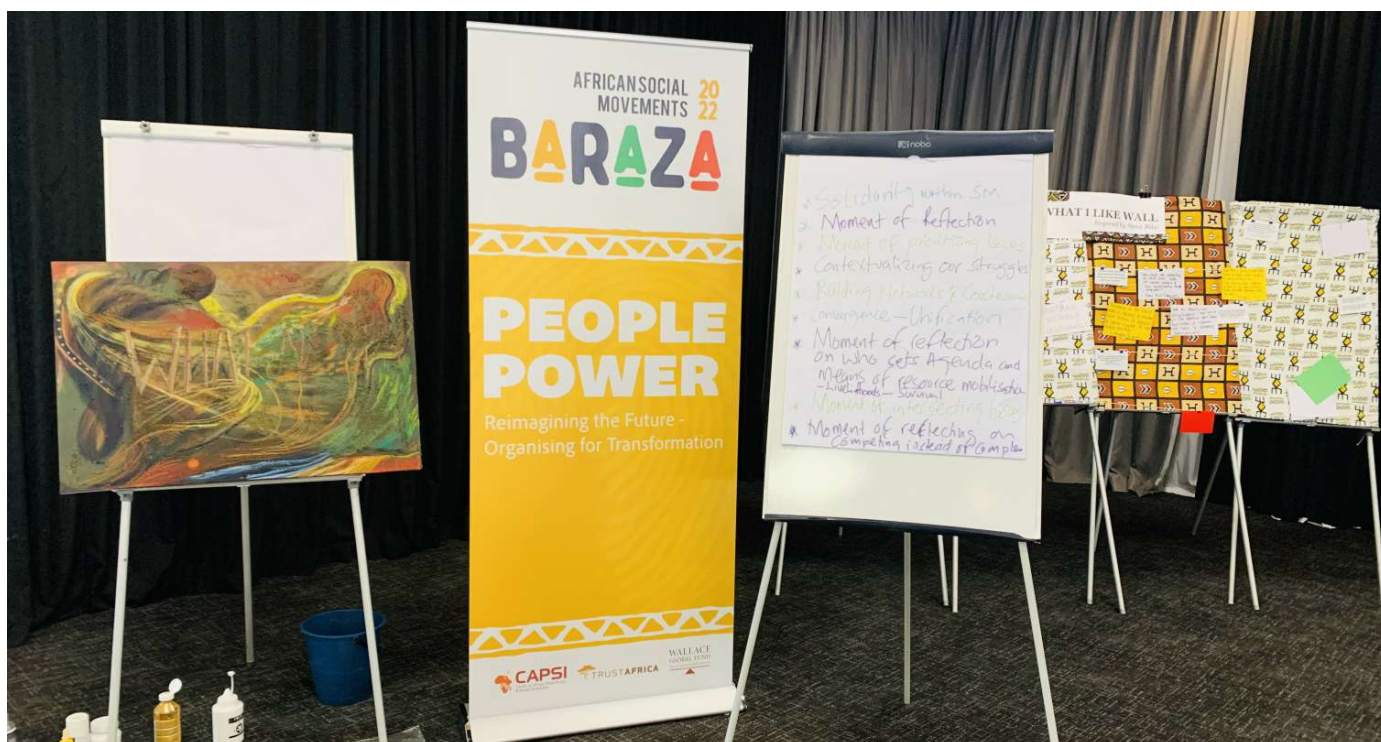
divisions qui entravent la construction d'alliances à travers les mouvements progressistes en période d'accélération des crises. Sur la base de ce qui précède, il est évident que certaines des contradictions auxquelles les mouvements sociaux africains font face et s'efforcent de résoudre sont liées à des facteurs extérieurs. Les causes de ces contradictions sont également internes.

### **Malgré les héritages du Panafricanisme et de l'Ubuntu, certains participants au Baraza ont relevé le fait que la vision politique et la mission générationnelle sont en perte de vitesse.**

Cette dynamique est encore exacerbée par l'utilisation d'outils, d'approches, d'analyses et de formes d'organisation obsolètes qui étouffent la capacité des mouvements sociaux africains à répondre à ce moment. La formation politique a été présentée comme l'un des moyens de revitaliser la vision politique des mouvements contemporains. Il a été recommandé de créer des espaces permettant aux membres des mouvements d'apprendre, de réfléchir et de se connecter entre eux, à travers des écoles de formation, des programmes de bourses et des plateformes comme Afrikki et Africans Rising.

### **La façon dont les financements sont structurés et octroyés est très importante.**

L'exigence actuelle est que la philanthropie institutionnalisée transforme son modus operandi pour travailler en véritable solidarité avec les mouvements qui sont en première ligne du changement social. Les pratiques de financement restrictives, telles que l'imposition d'agendas, les cycles de financement d'un an, la contrainte des collectifs à collaborer, l'acheminement des ressources vers des formes d'organisation d'élite et des processus lourds d'application, de suivi et d'évaluation, reflètent les asymétries de pouvoir dans l'écosystème du changement social. Si c'est vraiment la décennie la plus critique, l'ampleur et les pratiques de financement des mouvements sociaux africains doivent correspondre à l'importance de ce moment historique.



**Il est important de ne pas sous-estimer la capacité des systèmes hégémoniques à se reproduire.** Les systèmes dominants conservent leur pouvoir en cooptant des personnes radicales, des idées et des discours. L'adaptabilité et la mutation des systèmes d'oppression accroissent l'impunité et la capacité des systèmes, et de ceux qu'ils servent, à protéger leurs intérêts. On peut le voir, par exemple, avec l'emprisonnement de militants alors que les élites engagées dans des activités illicites restent libres. Y'en a Marre nous a rappelé que « lorsque le pouvoir est déplacé », lors des soulèvements populaires qui influencent le changement de régime, « [le pouvoir] se consolide » rapidement. C'est le cas au Sénégal, au Burkina Faso, au Zimbabwe et en République démocratique du Congo. Nous en avons même été témoins économiquement, dans le contexte de la consolidation du capital mondial à la lumière de la pandémie de la COVID-19.

**La promotion de la solidarité** reste un objectif crucial en ce moment historique. Pour reprendre les mots de Boniface Mwangi, « si nous ne nous réunissons pas, nous mourrons ensemble ». Nous ne pouvons nous permettre la fragmentation et la dispersion. Les mouvements progressifs ont besoin de concentration et de clarté entre eux.

**Les mouvements sociaux africains ont été amené à examiner de manière critique le rôle des fondamentalismes religieux dans la réorganisation de la lutte pour la justice sociale** et l'influence du rétrécissement de l'espace civique sur le continent, en particulier dans le contexte de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) et de l'organisation LGBTQIA+. Le cas de l'interdiction de l'interruption de grossesse à Madagascar, éclairé par '[Nifinakanga](#), révèle comment l'interaction des fondamentalismes religieux et des systèmes législatifs entrave la réalisation des droits de l'homme et de la liberté pour les femmes et les personnes sexospécifiques.

Le moment présent exige une transition des problèmes vers des objectifs communs à long terme. Les mouvements sociaux africains ont été encouragés à réfléchir à leurs propres cycles de mobilisation et de démobilisation, et à la façon dont les mouvements peuvent rester profondément solidaires les uns des autres à mesure que les conditions politiques changent.

L'Afrique du Sud a servi d'exemple pour illustrer ce point. Toutefois, une fois que l'apartheid légal a été démantelé avec la transition vers la démocratie, les mouvements de solidarité n'ont pas fait avancer les formes de mobilisation qui favoriseraient les avancées socioéconomiques dans le pays.



## 4. Qu'est-ce qui doit s'élever? ': Réinventer l'avenir à travers des alternatives radicales

*“Nous devons réfléchir à ce qui doit augmenter, en plus de ce qui doit tomber” – Shaeera Kalla*

Les mouvements sociaux africains cultivent des alternatives radicales pour construire des mondes plus justes. Dans notre engagement à oser inventer le monde en réinventant l'avenir, les alternatives suivantes ont été présentées pour faire avancer la transformation sociale :

1. Éducation gratuite et décolonisée.
2. Subvention de revenu de base fondée sur la redistribution.
3. La fourniture de services de base via l'innovation publique.
4. Systèmes complets de soutien social.
5. Démantèlement de la surveillance et de la violence d'État.
6. Soutenir les artistes et les économies créatives.
7. Démanteler les cadres de propriété intellectuelle qui créent une rareté artificielle des ressources sanitaires par le biais des brevets et de la commercialisation des biens publics (tels que les médicaments et les vaccins).
8. Justice climatique et navigation prudente de l'élitisme vert.
9. Institutions publiques et privées responsables.
10. Le positionnement de la société civile en tant que contre-pouvoir pour les entreprises et le gouvernement.

D'autres discussions sur les alternatives radicales ont été organisées dans le cadre de trois assemblées publiques sur une transition juste, la justice économique, la politique et la démocratie.

### 4.1. Énergie, climat et transition juste (click here for video)

*“« Nous sommes au milieu d'une profonde transition. La rapidité et la justesse de cette transition façonneront l'avenir. La crise climatique exacerbe toutes les autres crises. Elle peut entraîner un changement profond des systèmes” – Ellen Dorsey*

L'impératif d'aller vers des alternatives radicales ne pourrait être plus urgent : Le monde a 7,5 ans pour changer la trajectoire actuelle sur laquelle il est, pour éviter une crise climatique qui affectera de manière disproportionnée le continent africain et le Sud en général. Si le statu quo prévaut, l'effondrement des systèmes alimentaires, l'aggravation des conflits, la sécheresse et les flux de réfugiés continueront de s'aggraver. Une transition juste n'est pas inévitable. Cela exige de renforcer le pouvoir collectif, d'imposer des exigences au système mondial et d'approfondir la solidarité mondiale. Les alternatives suivantes ont été proposées pour favoriser des résultats transformateurs.

**Une transition juste à la place de la crise climatique**, bien que son développement conceptuel soit enraciné dans la justice environnementale et l'organisation des droits du travail. Une transition juste doit transformer la vie des gens, leurs relations les uns avec les autres et avec la nature. Une transition juste est enracinée dans le changement des systèmes et dans les efforts pour remédier aux inégalités et à l'insoutenabilité du statu quo. Ces conceptions alternatives d'une transition juste sont ancrées dans la justice réparatrice et procèdent de la reconnaissance que le statu quo ne peut pas prévaloir.

**Les conceptions holistiques d'une transition juste reconnaissent que l'inégalité infrastructurelle mondiale perpétue l'extractivisme et l'hégémonie de l'industrie des combustibles fossiles.** Nous devons restructurer les institutions économiques et financières mondiales, approfondir les liens entre le climat et la justice économique, et centrer les conversations sur les pertes et les dommages dans les forums mondiaux. Les agendas expansionnistes de l'industrie des combustibles fossiles, par exemple en Ouganda dans le cadre de l'Initiative sur le pétrole brut en Afrique de l'Est et dans le delta de l'Okavango en Namibie, reflètent le rôle des puissances hégémoniques dans le maintien du continent dans une trajectoire énergétique sale qui l'empêche de passer aux énergies propres.

**L'action climatique à entreprendre va bien au-delà des déclarations faites dans des forums multilatéraux tels que la Conférence des Parties à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP).** La position commune africaine sur la transition juste reconnaît la nécessité pour l'Afrique de continuer à utiliser ses ressources disponibles à la fois renouvelables et non renouvelables pour répondre à la demande d'énergie et se développer. Aussi les communautés africaines remettent en question l'expansion injuste des combustibles fossiles, la privatisation des biens publics, la rareté de l'énergie, et la criminalisation du partage des semences, la commercialisation de l'économie bleue et les projets d'énergie renouvelable qui déplacent les communautés et ne servent pas leurs intérêts. Alors que l'efficacité des espaces multilatéraux continue d'être remise en question, il est important que les mouvements cristallisent les voix communautaires et approfondissent les sensibilisations sur la justice et la responsabilité en relation avec la crise climatique et une transition juste.



**Les alternatives radicales s'appuient sur le pouvoir de la finance pour centrer les discussions sur les pertes et les dommages, canaliser les ressources vers l'adaptation au climat, l'égalité des sexes et les besoins de ceux qui sont marginalisés par les systèmes d'oppression.** Le financement transformateur, tel que modélisé par la philanthropie féministe, révèle la pratique de transfert de fonds comme un acte de solidarité et de réparation aux mouvements. Le financement d'une transition juste ne doit pas prendre la forme de prêts, mais de réparations pour les dommages historiques et actuels causés par les plus grands pollueurs du monde. Cependant, les mouvements sociaux africains doivent être vigilants, car les courtiers peuvent payer pour les pertes et les dommages pour perpétuer leur extraction de combustibles fossiles sur le continent.

**Afin de réinventer un monde sans combustibles fossiles, il faut mettre à jour l'ampleur de la mainmise de l'industrie des combustibles fossiles** qui a nié la science, répandu la désinformation, restreint les droits des communautés, incité les gouvernements à opprimer les mouvements sociaux et limité la législation progressiste qui promeut l'environnement et la sauvegarde des droits de travail dans les industries extractives.

**Le pouvoir populaire reste essentiel pour l'avènement d'une transition juste.** La mobilisation des populations sur tout le continent, à grands risques et à grands frais, pour défier l'industrie des combustibles fossiles, récupérer les systèmes de connaissances autochtones pour la gestion des ressources naturelles, apprendre les uns des autres à travers les mouvements, et construire la solidarité au-delà des frontières reste essentielle.

## 4.2. L'économie mondiale et la justice économique pour l'Afrique

[\(click here for video\)](#)

Comme l'a affirmé l'[Alliance pour l'économie du bien-être](#) dans son discours liminaire, la cause profonde de l'injustice mondiale est le capitalisme patriarcal qui favorise l'extractivisme et la déshumanisation par la traite des esclaves, la colonisation et le néo-impérialisme par le capitalisme mondial. Les structures et les économies néocoloniales se déploient au-delà des colonies par le biais d'institutions mondiales telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, que l'Académie macroéconomique féministe africaine qualifie d'« institutions de la (mauvaise) gouvernance économique mondiale ». Le système financier mondial permet le siphonnage des ressources par l'évasion fiscale, le secret financier et les flux financiers illicites (IFF). La pandémie de COVID-19 a illustré la nature profondément raciste, sexiste et régionaliste du capital mondial, mettant à jour la nécessité d'alternatives radicales pour faire progresser la justice économique et la transformation de l'économie mondiale.



**L'économie du bien-être est une alternative radicale au statu quo, en raison de sa capacité à mettre en avant la santé et le bien-être des personnes et de la planète en tant que composantes centrales de l'organisation économique.** La bourse féministe, qui a donné à l'économie du bien-être une grande partie de son langage et de ses mesures, continue de cultiver un avenir féministe qui permet aux peuples africains de recouvrer leur personnalité et leur dignité.

**Le retour des peuples noirs et bruns dans le dialogue sur la justice économique est essentiel aux efforts de transformation des systèmes économiques mondiaux.** Les relations demeurent au cœur de l'économie du bien-être et explorent la façon dont nous entretenons des relations avec nous-mêmes, les uns avec les autres et avec le monde au-delà. Il est essentiel de recentrer le dialogue autour des soins, des différents points d'accès aux ressources et de la

restructuration de l'économie mondiale de manière à démanteler le capitalisme patriarcal blanc. **Pour faire progresser la justice économique en Afrique, il faut s'intéresser à la reproduction sociale et développer davantage la valeur travail.** En outre, l'institutionnalisation de la précarité se traduit par l'émergence de gigantesques économies qui aggravent les crises du travail et du bien-être plutôt que de cultiver différentes formes de subsistance.



La transformation de l'économie mondiale exige une reconnaissance de la façon dont la quête de croissance économique par des mesures telles que le produit intérieur brut (PIB) a conduit à une exploitation illimitée des ressources de la planète. Le PIB est un concept appauvri, car il ne prend pas en compte le bien-être humain et économique, le bien-être, le travail bénévole, la reproduction sociale, le savoir autochtone, ni ne s'adapte aux injustices historiques et contemporaines.

**Nous devons nous approprier le temps comme expression de la souveraineté et de la dignité humaine et transformer son utilisation actuelle comme instrument de coercition et de punition.** Les contributions de Phumi Mthethwa ont montré comment **les féministes développent des stratégies de subsistance en dehors du système économique mondial dominant**, sur la base de la conviction que les réformes de ce système ne garantiront pas la justice et la libération pour tous, mais effectueront plutôt des révisions mineures pour assurer sa survie. En donnant la priorité aux échanges Sud-Sud, les mouvements sociaux africains peuvent apprendre d'alternatives centrées sur les personnes qui font progresser les mondes justes vers lesquels les mouvements travaillent. L'exemple cité d'un mouvement social qui a réussi à influencer les avancées politiques est celui des mouvements sociaux boliviens.

5. Selon l'[Alliance pour l'économie du bien-être, une économie du bien-être](#) une économie du bien-être « délivre la justice sociale sur une planète en bonne santé. Il donne la priorité à la satisfaction de nos besoins avant nos désirs. Et cela inclut la santé humaine et planétaire : l'accès à la nature, la participation véritable, la connexion au sein des communautés, l'équité à travers nos institutions et la dignité pour tous. »

Les mouvements sociaux africains ont été encouragés à lier la justice économique aux réflexions sur le pouvoir politique **en faisant cession avec l'Etat et ses revendications de souveraineté**. Les militants qui deviennent des politiciens ne suffisent pas à transformer les schémas systémiques de préjudices qui aggravent l'injustice et la violence de l'État.

**Les mouvements ont été encouragés à célébrer les révolutions à petite échelle au niveau communautaire qui expriment des alternatives centrées sur les personnes par rapport à l'économie et à l'organisation sociopolitique.** Enfin, la mise en place d'alternatives nécessite la redéfinition des pratiques existantes en matière d'aide. Notant le sentiment de honte associé à la réception de ces flux de financement, Pheko a soutenu que nous devons placer le poids de l'histoire, et la honte qui lui est associée, là où elle appartient légitimement (c'est-à-dire, les puissances coloniales). L'aide a été redéfinie comme une forme de restitution des injustices historiques et contemporaines.

### 4.3. Politique et démocratie (click here for video)

La démocratie est en déclin dans le monde entier. Malgré la démocratisation généralisée du continent, il existe des contradictions fondamentales qui accentuent la crise de la démocratie libérale. Il s'agit notamment de réduire au minimum la gouvernance démocratique aux élections périodiques, de qualifier les pays de démocratiques malgré les expériences d'oppression, de répression, de régime autoritaire, de corruption électorale, de manipulation des résultats démocratiques par l'argent et la violence, de restriction des libertés fondamentales et de résurgence du coup d'État sur le continent. La performance actuelle de la démocratie libérale, sur le continent et au-delà, approfondit les trajectoires d'inégalité en raison de son couplage avec l'ordre mondial néolibéral. En conséquence, les expériences des peuples africains en matière de démocratie se caractérisent par un piège de forme important, un terme qui décrit la fixation avec des processus et des systèmes, sans prêter attention aux expériences vécues de ces processus. Le piège de la forme démocratique se caractérise par la présence de certains processus et institutions démocratiques, sans le pouvoir et la souveraineté du peuple qui sous-tendent la gouvernance démocratique.

**Les alternatives radicales à la politique et à la démocratie doivent mettre l'accent sur les questions d'identité, de souveraineté et de justice socio-économique.** Les alternatives à la démocratie libérale doivent se situer au carrefour de la démocratie et de l'égalité pour réaliser des gains substantiels. Il est essentiel de s'engager à réduire les inégalités, par exemple en imposant des impôts sur la fortune, en réduisant l'influence des élites et des multinationales sur la législation et la gouvernance, en augmentant la qualité et la portée de la prestation de services publics et en liant la démocratie aux luttes fondées sur les enjeux pour concrétiser la promesse du pouvoir populaire grâce à la gouvernance démocratique.

Les mouvements doivent nourrir une conscience critique de l'impact de la financiarisation sur la politique et les avancées démocratiques, comme en témoignent les transitions des hommes d'affaires vers la politique, les milliardaires substituant la volonté du peuple à un gain privé, les flux financiers illicites (IFF), et la privatisation des biens et services publics.

La participation des jeunes n'est pas une solution au déficit démocratique sur le continent africain. Bien qu'il présente des opportunités cruciales pour réinventer la substance et la forme des processus démocratiques, il est également important de noter que cinq des plus jeunes dirigeants africains ont obtenu le pouvoir politique par le biais du coup d'État, comme le mentionne [SIASA Place](#) dans leurs contributions. La baisse de la participation électorale est également liée à un manque de confiance dans les processus électoraux, à des propositions politiques injustes, à l'absence d'options viables et au ciblage des défenseurs africains des droits de l'homme et des mouvements qui cherchent à demander des comptes aux gouvernements. Dans de nombreux cas, sur le continent et dans le monde, "les jeunes choisissent le meilleur du pire". Les mouvements ont été encouragés à ne pas idéaliser le comportement politique des jeunes.

**La promotion d'alternatives politiques exige de lutter contre les héritages coloniaux de l'Afrique.** À l'exception de quelques pays du continent, les constitutions coloniales et les formes de gouvernance ont été léguées à l'indépendance. Cela a approfondi les relations litigieuses entre les institutions de l'État, les dirigeants politiques et les peuples africains, car les fondements extravagants, violents et injustes des anciennes colonies n'ont pas été abordés. À l'inverse, si les mouvements constitutionnels progressistes ont permis d'obtenir de grands gains démocratiques sur l'ensemble du continent, le constitutionnalisme démocratique reste en grand danger. En outre, la pertinence des constitutions est profondément contestée parce qu'elles restent souvent des aspirations qui ne reflètent pas les réalités vécues de ceux qui résident sur le continent. Les attaques contre le constitutionnalisme, par la modification des limites de mandats et des processus électoraux, entre autres, compliquent encore davantage le paysage démocratique à travers le continent.

Les **alternatives démocratiques doivent être enracinées dans la vision communautaire, en construisant des formes plus justes de démocratie avec le peuple**, plutôt que pour le peuple. Nous devons construire des alternatives par des moyens pacifiques, et ne pas reproduire la violence observée dans les changements anticonstitutionnels de gouvernement. Peut-être, comme cela a été proposé lors de la plénière, l'éducation politique doit-elle être fusionnée avec la démocratie pour soutenir la redéfinition de la démocratie pour le continent.



Comme l'a expliqué Tawanda Mutasah, **si les formes actuelles de démocratie sont déformées et limitées, les mouvements sociaux africains doivent être sans équivoque quant à l'importance de la démocratie pour obtenir des résultats en matière de justice sociale.**

Il est important de lier l'activisme autour de la justice politique à la construction de mouvements liés à l'aide, à la dette, à la crise climatique, à la justice de genre, aux droits de l'homme et à la justice économique. Il est essentiel que **les mouvements sociaux influencent les repères sur les performances démocratiques africaines basées sur l'intersection des libertés politiques, économiques et civiles.**

## 5. Conclusion : Recommandations pour les mouvements s'organisant pour la transformation

À la lumière de la compréhension émergente de ce moment, et des alternatives discutées lors de la réunion, le positionnement des mouvements sociaux africains pour faire avancer le changement transformateur a été discuté. Les mouvements ont été encouragés à adopter une approche panafricaine internationaliste de l'organisation. Cultiver de nouveaux récits et de nouveaux champs d'activisme a été considéré comme essentiel pour nourrir le pouvoir des peuples et des alternatives transformatrices. Centrer l'humanité des militants et approfondir l'inclusion dans les mouvements était considéré comme une priorité. La promotion de la solidarité entre les peuples et la mise en place d'alternatives au statu quo ont été considérées comme essentielles parallèlement à la sauvegarde des acquis.

Pour éviter la démobilisation politique des mouvements de masse, il était important d'accroître l'appui global aux mouvements et de promouvoir des stratégies de travail à l'intérieur et à l'extérieur des systèmes hégémoniques. Enfin, la culture de la conscience critique et l'incarnation des valeurs et des principes de justice sociale ont été considérées comme une façon transformatrice d'être pour les militants naviguant dans le contexte actuel. Comme l'a conclu le Baraza, les recommandations ont été partagées pour le développement d'un cadre panafricain d'appui au renforcement de l'organisation, de la solidarité et des ressources des mouvements. Vous trouverez ci-dessous quelques-unes des suggestions formulées au cours des discussions, classées par grands domaines, sans ordre.

Les recommandations pour l'élaboration d'un cadre panafricain d'appui au renforcement de l'organisation des mouvements comprenaient :

1. Embrasser l'intersectionnalité et opérationnaliser ce à quoi ressemble, en pratique, ce cadre analytique, parallèlement à des termes comme la décolonisation.
2. Dé-commercialiser l'organisation de la justice sociale et décentrer le rôle de l'argent dans les mouvements.
3. Investir dans de nouvelles voies pour coordonner et soutenir la solidarité mondiale.
4. S'éloigner de la transformation des mouvements en projets et en ONG, et inverser les tendances en partie grâce à la transformation des pratiques de financement et d'organisation.
5. Approfondir les concepts, les principes, les processus, les analyses, ainsi que les pratiques stratégiques et tactiques qui font avancer le travail de justice sociale et de libération.
6. Renforcer notre capacité à analyser les changements de pouvoir, y compris l'analyse de puissance critique dans les mouvements.



7. Construire intentionnellement des réseaux d'activistes au sein des mouvements.
8. Améliorer la clarté politique des mouvements, y compris une compréhension plus large de la façon dont le travail des différents mouvements fait avancer la vision d'un monde juste.
9. Approfondir l'inclusion dans les mouvements et inclure de nouvelles voix dans notre organisation.
10. Soutenir les pratiques de soins personnels et collectifs qui soutiennent le bien-être et la durabilité de l'activisme.
11. Accroître la capacité de gérer et de résoudre les conflits.
12. Cultiver la compassion, la gentillesse et la bienveillance au sein des mouvements.
13. Investir dans la sécurité globale des militants.
14. Approfondir les pratiques de reddition de comptes au sein des mouvements, des communautés dans lesquelles ils sont implantés et des partenaires ressources qui soutiennent leur travail.
15. Défier et se départir du statut de célébrité et de l'élitisme au sein des mouvements.
16. Adopter des cultures non-conformistes dans l'organisation de la justice sociale.
17. Construire des coalitions, des alliances et des réseaux qui soutiennent l'activisme basé sur les enjeux à partir de différents points de vue.
18. Diversifier les stratégies de mouvement pour influencer les résultats en matière de justice sociale.
19. Approfondir notre compréhension et notre analyse des questions contemporaines sur le continent.
20. Connectez différentes causes et amplifiez différentes campagnes, formes d'activisme et construction de mouvement.
21. Cultiver des pratiques de mobilisation de ressources qui soient autonomes, en se connectant à l'éventail de philanthropies et de modèles de financement alternatifs qui existent sur le continent.

Les recommandations visant à **renforcer le réseautage, la solidarité et les campagnes conjointes** comprenaient :

1. Investir dans des mécanismes de coordination et de communication qui soutiennent la connexion et la solidarité entre les mouvements.
2. Élaborer un calendrier de solidarité qui présente différentes campagnes et initiatives à travers le spectre de la justice sociale organisée sur le continent.

3. Tirer parti des mouvements et des plateformes panafricains existants pour soutenir un engagement et une stratégie réguliers.
4. Créer une base de données des mouvements pour soutenir la communication entre les mouvements.
5. Populariser les alternatives radicales à travers les médias et l'art.
6. Redynamiser le mouvement pour la libre circulation des Africains à l'intérieur du continent, œuvrant à la réalisation d'un continent sans frontières.
7. Cultiver des relations saines (et justes) entre et au sein des mouvements, des bailleurs de fonds et des gouvernements.
8. Mettre en œuvre des alternatives par l'organisation de mouvements croisés. Cela nécessite des mouvements pour construire le nouveau tout en démantelant les systèmes existants.
9. Créer des espaces transformateurs pour la production de connaissances et l'éducation politique qui approfondissent les formes de connaissances indépendantes.
10. Soutenir les mouvements féministes et intersectionnels.
11. Investir continuellement dans les processus en cours qui permettent l'organisation croisée et la solidarité pratique.

Les offres de cadres panafricains de soutien aux **partenaires ressources** comprennent :

1. Transformer la pratique philanthropique pour faire en sorte que le soutien sans restriction, pluriannuel et de base devienne la norme de la pratique d'octroi de subventions.
2. Veiller à ce que le secteur finance différents types d'organisation pour perturber la justice sociale par les ONG.





3. Cultiver l'abondance dans les mouvements afin qu'ils puissent dire non aux financements conditionnels ou non alignés sur les impératifs de justice.
4. Changer les pratiques de financement pour s'assurer qu'il permet le travail des mouvements (plutôt que de l'entraver).
5. Déplacer les flux de ressources vers les mouvements sociaux africains.
6. Repenser les modèles de financement et approfondir l'éducation politique en philanthropie.
7. Mettre l'accent sur la reddition de comptes et la transparence dans le secteur philanthropique.
8. Transformez les relations entre les mouvements et les bailleurs de fonds.
9. Approfondir les pratiques de financement transformatrices préconisées par les partenaires de ressources progressives.
10. Développer des alternatives anti-capitalistes à la philanthropie, enracinées dans l'économie solidaire et les frontières autosuffisantes.
11. Investir dans l'autonomie financière et la durabilité des mouvements.

## 6. Annexes

### 6.1. Annexe 1 : Renseignements sur le participant

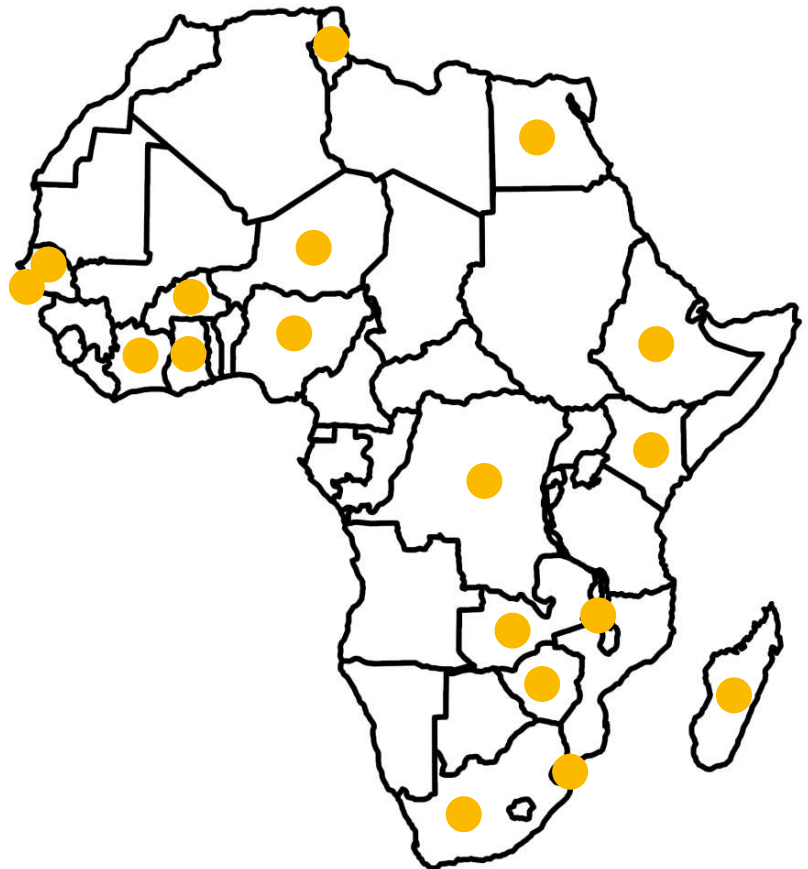
Nombre de participants invités 160

Nombre de participants 122

Nombre de pays 20

#### Pays représentés

1. Burkina Faso
2. Côte D'ivoire
3. République démocratique du Congo
4. Égypte
5. Éthiopie
6. Gambie
7. Ghana
8. le Kenya
9. Madagascar
10. Malawi
11. Niger
12. Nigeria
13. Norvège
14. Sénégal
15. Afrique du Sud
16. Swaziland
17. Tunisie
18. États-Unis
19. Zambie
20. Zimbabwe



## 6.2. Annexe 2 : Liste des mouvements et organisations représentés

1. Aide à l' action
2. Les Africains se lèvent
3. Plateforme Afrikki
4. Amandla
5. Balai Citoyen
6. Assemblée communautaire de Bindura
7. Fonds féministe noir
8. Bulawayo Vendors and Traders Association (BVTA)
9. Fondation C.S. Mott
10. Centre africain de philanthropie et d'investissement social (CAPSI)
11. CIVICUS
12. Les Nigériens concernés
13. Développement connecté
14. Artiste conscient
15. Earthlife Foundation
16. Projet de justice économique pour les femmes
17. Family Life Association of Swaziland
18. Fondation Ford
19. Amis du lac Turkana
20. Fondation pour la justice socioéconomique (FSEJ)  
Gomm Sa Boppa (Croyez en vous), Gambie
21. Travaux de terrassement
22. Service gambien de radio et de télévision (GRTS)
24. Projet Horizons
25. Humanity United
26. Groupe international de recherche et d'information sur le travail (ILRIG)
27. Jammi Gox Yi
28. Fondation Karibu
29. Réseau Magamba
30. Afrifem Macroeconomic Collective (NAWI)
31. Réseau pour le développement de la jeunesse
32. Open Society Africa
33. Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA)
34. Open Society Initiative for West Africa (OSIWA)
35. Réseau panafricain de solidarité palestinienne
36. Plateforme d'autonomie des organisations de jeunesse de Côte d'Ivoire (PAOJCI)
37. Voies d'accès
38. Queer Republic
39. Reyna Trust
40. Assemblée des femmes rurales
41. Union des étudiants d'Afrique australe (SASU)
42. Bureau de liaison pour l'Afrique australe (SALO)
43. Campagne SHINE
44. Siasa Place
45. Institut SIVIO
46. Technologies du mouvement social
47. Soundz du Sud
48. South Africa BDS Coalition
49. Réseau des défenseurs des droits de l'homme d'Afrique australe
50. Southern Africa People's Solidarity Network
51. Stop the Bleeding
52. Swaziland Network for the Campaign for Education for All (SWANCEFA)
53. TrustAfrica
54. Centre d'éducation des militants de Tshisimani
55. Fondation TY Danjuma
56. Initiative des fournisseurs pour la transformation socioéconomique (VISET)
57. Wallace Global Fund
58. Alliance pour l'économie du bien-être
59. Y'en a Marre
60. Yiaga Afrique
61. Zimbabwe Coalition on Debt and Development (ZIMCODD)
62. Zimbabwe National Students Union (ZINASU)

## 6.3 African Social Movements Baraza 2022 in Pictures





## POUVOIR DU PEUPLE

Réimaginer l'avenir -  
Organiser pour la transformation.

[www.asmbaraza.org](http://www.asmbaraza.org)  
[www.trustafrica.org](http://www.trustafrica.org)  
[www.wgf.org](http://www.wgf.org)

